

LGV Bordeaux Toulouse et Bordeaux-Dax : déni de démocratie

Category: Services publics & biens communs

écrit par jmfouquer | 8 octobre 2015

Quand une enquête publique, et c'est une première, rend un avis défavorable à un projet inutile, en suivant les arguments exposés par des milliers de contributions pertinentes, le gouvernement, lui, ne suit que quelques grands élus et surtout le président du Conseil Régional d'Aquitaine. Ce dernier ne jure que par ce projet pharaonique alors qu'il a déjà à son actif l'échec financier du projet autoroutier Langon-Pau, projet qu'il avait, lui aussi, imposé aux populations locales ».

En prenant cette décision le gouvernement affiche un réel mépris des populations qui ne fera que renforcer la distance entre la classe politique et le peuple, mettant ainsi en danger la démocratie et en favorisant l'abstention.

Ce Grand Projet Inutile Imposé concentre toutes les dérives dues au choix de société des gouvernants de notre pays :

Aberration d'un mode de transport inadapté alors que les besoins des populations demandent des transports de proximité sûrs, efficaces et ponctuels pour se déplacer vers leurs lieux de travail.

Mépris des territoires en misant tout sur des métropoles gigantesques tout en asphyxiant les territoires ruraux et consommant des milliers d'hectares de foncier agricole et forestier.

Les LGV par leur effet tunnel aggravent la métropolisation :

C'est un choix d'aménagement du territoire qui, par la suppression des désertes, organise l'inégalité territoriale, c'est le désert économique pour les territoires ruraux et intermédiaires

Gabegie environnementale et dangerosité du projet. Massif forestier morcelé et fragilisé, zones humides remarquables et espèces protégées saccagées, remblais et décaissements mettant en péril le réseau hydraulique, risque d'infiltration dans les nappes phréatiques, dénaturation d'un ensemble naturel encore préservé, surconsommation d'énergie pour le chantier et l'exploitation.

Aberration financière et économique : déjà les 9 milliards d'euros de prévus (pour gagner quelques minutes) et on sait que ce genre de projet dépasse toujours les prévisions. Qui paiera quand on sait que la SNCF est déjà en déficit et que l'ouverture de Bordeaux-Tours engendrera automatiquement un déficit près de 200 millions par an de par les engagements de dessertes pris par RFF. L'État coupe dans les dépenses publiques nécessaires et étrangle les collectivités territoriales. Les usagers verront les prix des billets s'envoler !

La politique ferroviaire avec le choix du tout LGV délaissant l'entretien des voies existantes, du réseau, abandonnant le fret ferroviaire, libéralisant les transports de voyageurs témoigne d'une volonté de mettre fin au service public.

Des alternatives existent : la modernisation des voies existantes permettant la circulation de trains rapides assurant les dessertes, les trains du quotidien de proximité, assureraient un maillage du territoire au service des populations.

De plus ce projet sera un Partenariat Privé Public qui liera l'état au constructeur pour des années, avec profit pour les grands groupes privés (Vinci pour Tours Bordeaux) et les pertes pour l'état et les collectivités locales, donc les habitants

Ensemble ! sera partie prenante des mobilisations des populations contre le projet GPS0, s'opposera au modèle du tout LGV, portera les alternatives pour des trains pour tous dans un service public de qualité.